



---

**Commission  
internationale**

---

*Alternative  
Libertaire*

**Bulletin d'information - numéro 3 - Décembre 2015**

[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org) [www.anarkismo.net](http://www.anarkismo.net)

Sommaire :

**La Grèce, Syriza, l'euro** et nous (Pages 2 à 5)

**L'Etat espagnol** réprime les mouvements sociaux (Page 6)

Campagne de soutien au Bataillon International de Libération du **Rojava** (Page 7)

Interview d'un membre des Brigades Internationales de Libération du **Rojava** (Pages 8 et 9)

Graves attaques contre les droits des femmes au **Brésil** (Page 10)

Déclaration de soldats du contingent de 38 unités de l'armée **grecque** (Pages 11 à 12)

Liberté pour Koltchenko, Sentsov, Afanassiev et tous les prisonnier-es politiques de l'Etat **russe** (Page 13)

1<sup>er</sup> congrès de l'Acción Libertaria Estudiantil, en **Colombie** (Page 13)

**Contre leurs guerres, nos solidarités** (Page 13)

Les 20 ans de la Federación Anarquista Gaucha, à Porto Alegre - **Brésil** (Page 14)

En **Irlande du Nord**, WSM lutte pour le droit à l'avortement (Page 15)

En **Suède**, la police obtient l'emprisonnement de 13 antifascistes (page 15)

Zabalaza Anarchist Communist Front dénonce la violence politique en **Afrique du sud** (page 16)



# La Grèce, Syriza, l'euro, etc., **et nous**

*Depuis des années, le peuple grec est confronté aux diktats de la troïka constituée par le Fonds Monétaire International, la Banque Centrale Européenne, l'Union Européenne, outils au service du capitalisme et de ceux qui le servent, à commencer par les gouvernements de nos Etats. C'est le prolongement, en Europe, de ce que d'autres institutions capitalistes<sup>1</sup> imposent depuis bien longtemps aux peuples d'autres continents. La situation en Grèce a été, et est encore, au cœur de débats publics dans tous nos pays ; elle fait l'objet de réflexions dans les organisations politiques, syndicales, associatives, à travers tous les continents ; de par son caractère hautement symbolique, mais ancré dans le réel, elle nécessite toute notre attention et notre solidarité internationaliste. C'est le sens de cette contribution, commune à plusieurs organisations communistes libertaires, membres du Réseau international Anarkismo<sup>2</sup>.*

## **Syriza, une coalition politique se situant sur le terrain réformiste**

**De larges pans de la population grecque ont mené des luttes importantes pour résister au rouleau-compresseur de la misère, des inégalités, des exclusions :** manifestations, grèves, auto-organisation sous des formes diverses (récupération d'entreprises, création de lieux autogérés, etc.). Par ses actions, le mouvement social a ainsi organisé la résistance et ouvert des voies vers d'autres solutions en rupture avec le système capitaliste.



**Un mouvement politique, Syriza<sup>3</sup>, a capté une partie de ces forces et de ces espoirs, prétendant, à travers son accession au pouvoir politique dans le cadre institutionnel existant, leur donner une concrétisation.** A l'issue des élections législatives du 25 janvier 2015, il accédait au pouvoir<sup>4</sup> ; pour cela, afin de respecter les règles du système en place, il a fait alliance avec un parti nationaliste et réactionnaire<sup>5</sup>. Six mois plus tard, ce gouvernement signait avec les institutions capitalistes internationales un nouveau mémorandum qui, comme l'expliquent nos camarades de Rocinante « prévoit des contre-réformes que la droite n'avait jamais osé voter : libération totale du droit de licencier pour les patrons, restriction du droit de grève, saisie du logement pour dettes envers les banques, nouvelle réduction des retraites, augmentation jusqu'à 100% de la TVA sur les produits d'alimentation de base... ». Quelques jours plus tôt, 61,31% des suffrages exprimés à l'occasion du référendum sur l'approbation ou non de cet accord s'étaient portés sur le Non<sup>6</sup> !

Communistes libertaires, nous ne sommes pas de celles et ceux qui, après avoir encensé Syriza et Tsipras, parlent de trahison. Non, Syriza a joué le rôle qui est le sien : celui d'une coalition politique se situant sur le terrain réformiste et non révolutionnaire. Vouloir maîtriser les institutions capitalistes sans remettre en cause le système est voué à l'échec : ces institutions sont là pour garantir la pérennité du capitalisme, elles agissent uniquement en fonction de cela.

<sup>1</sup> La Banque Mondiale ou, là encore, le Fond Monétaire International

<sup>2</sup> [www.anarkismo.net](http://www.anarkismo.net)

<sup>3</sup> ΣΥΡΙΖΑ / SYRIZA, Συνασπισμός Ριζοσπαστικής Αριστεράς / Synaspismós Rizospastikís Aristerás

<sup>4</sup> Lors de ces élections, Syriza recueille 36,34% des suffrages exprimés ; soit les voix de 23,21% des inscrit-es, compte tenu des 36,13% d'abstentions.

<sup>5</sup> Les « Grecs indépendants » (Ανεξάρτητοι Έλληνες / Anexártiti Éllines, AN.EA. ou AN.EL)

<sup>6</sup> 38,31% de Non, 37,51% d'abstention, 24,18% de Oui, si on se base sur l'ensemble des inscrit-es.

## Entre démocratie et capitalisme, souvent il faut choisir !

**Pour la troïka et les gouvernements européens en place, il n'était pas question d'un quelconque accord négocié avec le gouvernement Syriza**, mais au contraire de faire plier celui-ci pour rappeler qui dirige le monde ! Ils n'ont que faire des peuples, de la démocratie, des arguments, de tout ce qui retarde leurs plans. Seules les luttes sociales, par le rapport de force qu'elles créent, par les contre-pouvoirs qu'elles instaurent, peuvent imposer d'autres choix.

**L'enjeu est colossal et il mérite que le mouvement ouvrier et populaire s'organise de manière bien plus efficace, notamment au plan international ; y compris pour le soutien au peuple grec.** Celui-ci doit s'articuler sur une base de classe, sur un rejet du système capitaliste et de ses composantes : on voit aujourd'hui où mène le mot d'ordre minimaliste « *avec les grecs* », qui reposait sur la nécessité de « *respecter le choix des urnes* ». Les urnes de septembre seraient-elles donc moins respectables que celles de janvier ou devons-nous dorénavant appuyer le 3<sup>ème</sup> mémorandum ? Pour nous, la question n'est pas là : oui Syriza avait bien gagné les élections législatives de janvier, au sens où c'était l'organisation qui avait recueilli le plus de voix (mais bien loin de la majorité des suffrages, contrairement à ce qui s'est souvent dit et écrit, dans beaucoup de milieux militants) ; mais oui aussi, cela ne signifiait nullement une rupture avec le système capitaliste. Refuser « l'accord » imposé par les institutions capitalistes avait un tout autre sens, d'où, par exemple, l'appel de nos camarades de l'Initiative anarchosyndicaliste Rocinante à voter Non lors du référendum. **La manière dont le gouvernement grec, que beaucoup (y compris parmi les organisations révolutionnaires) se plaisaient à qualifier de « gauche radicale », a piétiné l'expression référendaire montre le gouffre qui existe entre la démocratie directe, avec des élu-e; mandaté-e; et révocables, et leur « démocratie » en système capitaliste.** Entretenir l'illusion que l'une est compatible avec l'autre, c'est prendre le risque d'un renforcement de l'extrême droite à chaque désillusion ... et elles sont inhérentes à ce système !

## Renforcer les mouvements sociaux, leur autonomie et donc leur force

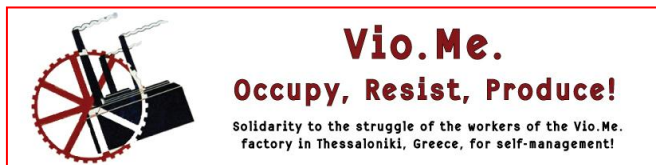
**La campagne électorale, puis les luttes internes à Syriza une fois cette organisation arrivée au pouvoir, ont pris beaucoup de temps et beaucoup d'énergie à de nombreux et nombreuses camarades ;** du temps, de l'énergie, des camarades qui ont inévitablement déserté le terrain des luttes sociales, sur lequel nombre d'entre eux et elles intervenaient ces dernières années. Schéma ô combien classique, si souvent connu dans nos différents pays, si souvent répété, pour arriver à ce même constat à chaque fois !

**Dans ce contexte, le mouvement syndical est bien en-deçà de ce qui serait nécessaire.**

L'alignement (ou pour le moins le refus d'affrontement) sur la politique de l'Union Européenne (pour ce qui est de la Confédération Européenne des Syndicats et des organisations qui s'y reconnaissent), le sectarisme (pour ce qui est de la Fédération Syndicale Mondiale) sont deux des explications ; ce ne sont pas les seules. La quasi-absence d'un mouvement syndical autonome en Grèce n'a pas aidé ; la bureaucratie, les luttes entre fractions paralysent le syndicalisme. C'est pourquoi, nous soutenons l'action des syndicats de base et des collectifs syndicaux anarchosyndicalistes (Rocinante, ESE), qui agissent comme force indépendante, alternative et anticapitaliste. Dans nos organisations syndicales, dans chaque pays, nous devons proposer des mesures de solidarité concrète avec les luttes sociales menées en Grèce : les faire connaître largement tout d'abord, les appuyer financièrement, les soutenir par notre propre action directe dès que nous en avons la possibilité.



**De même, nous devons renforcer la solidarité, active, concrète, de masse, avec les multiples expériences alternatives et autogestionnaires qui existent en Grèce.** Des entreprises ont été « reprises » par les travailleurs et les travailleuses, des dispensaires autogérés ont été créés, des lieux culturels populaires ont été inventés, etc. Soutenir ces mouvements sociaux, faire en sorte qu'ils puissent peser toujours plus dans la société grecque, est plus utile que de savoir pour qui voter la prochaine fois. C'est aussi sur ce terrain, et dans la rue, que nos



camarades pourront combattre le plus efficacement l'extrême droite; bien plus efficacement qu'en faisant miroiter une solution par délégation de pouvoir, qui laisse des dizaines de milliers de personnes dans le désarroi et l'amertume.

## **Union européenne, sortie ou non de l'euro, ... de quoi parle-t-on ?**

**Une partie des forces politiques entend maintenant recentrer le débat sur la seule question « sortir de l'euro ou pas ».** Discuter de cela en prétendant respecter le cadre des actuelles institutions européennes et étatiques n'a pas de sens : à travers les traités, les modes de financement, le jeu institutionnel, l'Union européenne ôte aux peuples la possibilité de choisir ... Sauf à rompre avec tout cela. Le réformisme n'a pas d'espace ! Autour de la question de l'euro, trois grandes tendances existent :

Les partisans du libre échange mettent en avant le « modèle allemand », en passant sous silence les conditions dans lesquelles les exportations allemandes ont été dopées par une régression sociale vigoureuse : baisse des salaires, précarisation et paupérisation d'une bonne partie du prolétariat) ; ils nous proposent de rattraper le retard sur l'Allemagne et d'organiser un « choc de compétitivité » via une austérité renouvelée : baisse des salaires, baisse des droits sociaux, casse des services publics, aides publiques massives au patronat, etc.

La droite la plus réactionnaire, mais aussi une partie de la « gauche » plus ouverte aux sirènes du protectionnisme, voire aux alliances avec l'extrême droite, proposent pour leur part d'abolir l'euro et de revenir aux monnaies nationales afin de disposer d'autres leviers que le moins-disant social et salarial pour retrouver de la compétitivité. Pour autant, cela ne reviendrait qu'à changer les règles de la concurrence sur le marché capitaliste.



Contrairement à la vision qui oppose des pays entre eux, comme l'Allemagne à la Grèce, les anticapitalistes doivent insister sur la communauté d'intérêt entre les classes populaires de l'ensemble des pays de la zone euro. C'est pourquoi nous ne pouvons que nous retrouver sur les objectifs de reconquête des droits sociaux perdus en Allemagne et ailleurs, de se battre contre la régression dans les pays de l'ensemble de la zone euro, dans une logique de solidarité internationale entre les travailleuses et les travailleurs.

Communistes libertaires, nous affirmons que là doit être notre priorité, plutôt que de vouloir reconstituer un énième parti politique promettant des changements profonds en respectant le système économique et les institutions du capitalisme ! De même, se focaliser sur la question de « la sortie ou non de l'euro » est un piège : comme nous l'avons dit, ça n'a pas de sens dans le cadre des institutions imposées par le système capitaliste et, fondamentalement, **le problème essentiel des travailleurs et les travailleuses n'est pas de savoir en quelle monnaie seront payés les salaires mais s'ils seront payés à la fin du mois et s'ils permettent de manger les trente jours suivants !**

## Les institutions capitalistes sont faites pour servir les capitalistes !

Nous sommes dans la lutte de classes, une lutte qui oppose des classes sociales aux intérêts opposés ; les nôtres ne peuvent être efficacement défendus en nous enfermant dans les institutions qu'ils ont mis en place pour nous exploiter !

Sortir de l'euro, choisir (ou pas) une monnaie, définir comment fonctionnent les échanges au sein de la société, ne relèvent pas d'une quelconque « science économique », mais sont des choix politiques directement liés au type de société que nous voulons : pour nous, ce qui est en jeu, c'est le droit de propriété, la socialisation des moyens de production et d'échanges, le pouvoir dans les entreprises, dans les communes, dans la société. En cela nos ambitions ne sont pas compatibles avec les institutions capitalistes que sont par exemple l'Union européenne et ses outils comme l'euro ; mais nous avons d'autres espoirs que celui de choisir la « bonne monnaie nationale » pour continuer l'exploitation capitaliste des peuples ! Les recettes réformistes ne feront pas les solutions d'avenir. Si les travailleurs n'ont pas de patrie comment croire à l'utilité des vieilles frontières, des vieilles monnaies ?

Nos constats, à commencer par celui de l'échec de Syriza, n'aboutissent pas au désespoir du « *alors, il n'y a rien à faire !* » Au contraire, nous avons tout à faire et la possibilité de le faire ... mais c'est plus exigeant que de croire que d'autres feront pour nous ... Plus exigeant mais combien plus exaltant et surtout plus efficace !



Alternative Libertaire (France)  
Alternativa Libertaria/Federazione Dei Comunisti Anarchisti (Italia)  
Melbourne Anarchist Communist Group (Australia)  
Organisation Socialiste Libertaire (Suisse)

Octobre 2015

[Le texte](#) est aussi disponible en castillan et en anglais :

[Grecia, Syriza, el euro, etc. y nosotros](#)  
[Greece, Syriza, the Euro and what about us](#)



# L'Etat espagnol réprime les mouvements sociaux

Le 28 octobre à 7 heures du matin, la police est intervenue à plusieurs domiciles et dans des locaux collectifs de Barcelone et Manresa.



Il s'agissait d'une opération ouvertement « anti-anarchiste ». Moins d'un an avant, le 16 décembre 2014, une vague de perquisitions visait les milieux libertaires espagnols : l'Opération Pandora s'était traduite par l'arrestation de 10 personnes. Le 30 mars dernier, l'Opération Pinata aboutissait à 16 autres arrestations. Les 9 interpellations du 28 octobre se situent dans le même contexte : les personnes sont arrêtées au motif « d'appartenance à une organisation criminelle à buts terroristes ».

La police a réprimé les manifestations de solidarité qui se sont rapidement organisées. Plusieurs organisations syndicales, associatives ou politiques ont dénoncé la violence étatique.

Fin novembre, Fran Molero a été condamné à 5 ans de prison.



Membre du Syndicat Andalou des Travailleurs (SAT), il avait participé à la manifestation « Encerchez le Congrès », le 25 avril 2013. Accusé d'avoir participé à ce rassemblement, puis à la manifestation vers le Paseo del Prado et d'avoir participé à des jets de pierre contre la police, il a été condamné à 3 ans et un jour de prison pour « attaque avec des moyens dangereux, et à deux fois 1 an de prison pour « blessures ».

En outre, il devra indemniser trois policiers à hauteur de 5 700 euros, 10 300 euros et 810 euros.

La *ley Mordaza* (loi du bâillon) a considérablement renforcé l'arsenal répressif de l'Etat espagnol.



Elle permet la condamnation de toutes celles et tous ceux qui « osent » manifester, se rassembler, protester... La police espagnole disposait déjà de très larges pouvoirs, au sein d'un état qui n'a jamais rompu totalement avec le franquisme : ils sont encore accrus : amendes de 30 000 euros pour celles et ceux qui refuseraient de présenter à la police leur pièce d'identité. Même chose, pour celles et ceux qui s'opposent aux expulsions. 9 mois de prison en cas de manifestation devant le siège du Congrès des députés, du Sénat ou des assemblées législatives des communautés autonomes. Jusqu'à 600 000 euros d'amende, pour participation à une manifestation non autorisée...

La résistance existe ; ainsi, le 13 décembre, une manifestation contre cette loi a eu lieu à Madrid.

## Campagne de Soutien au **Bataillon International de Libération du Rojava**

Au cœur du Moyen-Orient, les populations du Rojava (Kurdistan syrien) se sont soulevées depuis deux ans contre les forces réactionnaires qui oppressent la région depuis des décennies. Après avoir libéré le Rojava de l'Etat Islamique, les habitants du Rojava et les nombreux révolutionnaires étrangers qui sont venus les soutenir inquiètent à présent les impérialistes américains et l'OTAN, ainsi que les régimes réactionnaires et fascistes du Moyen-Orient : la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Tous à présent interviennent par bombardements ou ingérence, reproduisant les stratégies qui ont abouti à la création des nombreux groupes islamistes comme l'Etat Islamique, al Qaïda ou le front al-Nosra, des golems qui ont échappé au contrôle des pays capitalistes qui les ont façonnés.

Que ce soit par les attentats meurtriers, par les bombardements de civils, par les arrestations massives de militants révolutionnaires, par les attaques permanentes contre les guérillas populaires ou par les marchandages capitalistes, les ennemis du peuple ont bien du mal à arrêter la lutte de libération qu'ont entreprise les populations du Rojava, du Kurdistan et de tout le Moyen-Orient, et particulièrement les femmes armées du Rojava qui sont le pire cauchemar des islamistes.

La Turquie en a décidé autrement. Après s'être entourée de ses alliés habituels et historiques : USA, OTAN, Union Européenne, ONU, social-démocraties et régimes réactionnaires, elle a entrepris une large campagne de répression à travers les territoires kurdes en Turquie, en Irak et en Syrie, avec pour objectif prioritaire de saboter les ambitions révolutionnaires des peuples opprimés du Rojava.



**Aidons le Bataillon International de Libération qui regroupe des combattants communistes, anarchistes et antifascistes venus défendre le Rojava dans l'esprit des Brigades Internationales dans l'Espagne de 1936.** Apportons leur un soutien politique et matériel en finançant une centaine de pansements hémostatiques. 60% des blessés par balle meurent d'hémorragie en attendant d'être pris en charge : ces pansements stoppent l'hémorragie rapidement et coûtent 40€ l'unité.

Participez à cette récolte en envoyant vos dons au compte BE09 0016 1210 6957 avec la communication « Rojava ».

Solidarité Révolutionnaire avec le Rojava ! Soutien à la lutte révolutionnaire des peuples du Rojava et d'ailleurs, contre les islamistes, les USA, l'OTAN et les états réactionnaires !

Groupes participant à [la campagne](#) :

- Secours Rouge
- Alternative Libertaire Bruxelles
- Sosyalist Kadınlar Birliđi
- Iranian Youth Committee Belgium
- Belçika Göçmenler Kolektifi



# Brigades internationales de libération du Rojava

Nous reproduisons des extraits d'un entretien avec Heval Odysseu<sup>1</sup>, membre de la Ligue Révolutionnaire de Solidarité Internationaliste qui participe aux Brigades Internationales de Libération du Rojava. Cet entretien a été publié dans le 31<sup>ème</sup> numéro du journal de rue [APATRIS](#), en Grèce.

**Quelle est la composition politique de la Brigade Internationale de Libération, et quels groupes y participent ?**

*Les Brigades Internationales de Libération comprennent principalement des organisations révolutionnaires turques mais aussi des organisations et des camarades internationaux venant de différents pays d'Europe, chacun provenant de multiples horizons politiques (marxistes communistes, anarcho-communistes, plus généralement des libertaires et des antifascistes). Sont exclus les sexistes, les racistes, les nationalistes et les fanatiques. La Ligue Révolutionnaire de Solidarité Internationaliste est une organisation qui lutte pour la révolution sociale mondiale. Y*



*participent des communistes libertaires et des anarchistes de Grèce. Plus particulièrement, la Ligue a pour but la solidarité concrète sur le terrain des conflits armés internationaux. Elle lutte aux côtés des classes opprimées pour la libération sociale contre la domination des États et du Capital.*

*La solidarité concrète se doit d'avoir les caractéristiques de la lutte sociale sur chaque point de conflit, en brisant les frontières de la tyrannie, de l'oppression et de l'exploitation. Nous avons pour but, parallèlement à l'amplification polymorphe des forces*

*révolutionnaires en Syrie, en Irak, en Turquie et plus largement dans le Moyen-Orient, d'ouvrir une voie de solidarité depuis les territoires grecs. Par là, on ne vise pas seulement à entreprendre de mettre en place concrètement le programme de la Brigade Internationale de Libération, mais simultanément, de promouvoir au delà des limites locales la coordination et la coopération. La Ligue ouvre sur le territoire grec des voies pour la discussion avec la révolution de Rojava et pour le façonnement collectif d'un mouvement révolutionnaire international.*

**Quelle est la composition totale du front ? À combien s'élève la participation des communistes turques, des révolutionnaires et de quelle ampleur est la participation des mercenaires américains, et des soldats, même volontaires, dans la guerre contre DAECH du côté des combattants kurdes ?**

*Au Rojava, qui se trouve dans la partie syrienne du Kurdistan, le front de résistance, comme depuis ses premiers pas, comporte une base de combattants du mouvement autonomiste kurde venant de Turquie et de Syrie, mais aussi d'Iran et d'Irak. Ensuite se sont ajoutés dans la foulée des groupes de population (arabe, arménienne, assyrienne, et les solidaires internationaux). La participation des communistes et révolutionnaires turques est très importante, bien qu'ils consistent en une partie restreinte du front. Il n'y a pas de mercenaire du côté du mouvement qui se développe à partir des YPJ/YPG. Il y a bien sûr des volontaires impliqués, avec différentes caractéristiques, depuis des révolutionnaires et des solidaires du mouvement kurde, jusqu'à des individus qui ne viennent que pour se battre contre DAECH. En ce qui concerne les militaires, il y a une présence très limitée de volontaires venant des États-Unis ou d'autres endroits, et ils n'ont cependant pas de positionnement ou de présence spéciale. Les réactions des habitants à leur égard varient en fonction de leur niveau d'implication politique. Certains d'entre eux tiennent du cannibalisme militaire. D'un autre côté, plusieurs anciens mercenaires se sont formés une conscience socio-prolétarienne à partir de leur expérience de la guerre.*

<sup>1</sup> Le camarade est grec, mais il a pris un nom kurde, afin d'insister sur son positionnement internationaliste.



**As-tu participé à la libération de territoires ? Est-ce qu'il y a des expériences d'interaction entre les combattants de Rojava et les populations qui sont ou qui étaient occupées par DAECH ?**

*Oui, j'ai participé à la libération de territoires et il y a de telles expériences. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les régions agricoles et urbaines, et les villes de Silouk et Tel Abiad. Dans les grandes lignes, les YPJ/YPG essaient de mettre en place une stratégie contre les dissensions nationalistes et les religieuses, en s'orientant vers une résistance commune et l'autodétermination. Dans beaucoup de cas l'entrée dans des régions habitées est présentée comme un mouvement du peuple se libérant de l'armée.*

**Par quels moyens les Brigades Internationales de Libération sont gérées ? Est-ce qu'il y a une hiérarchie militaire ? Est-ce qu'il y a des prises de décision collectives lorsque le permettent les conditions ? Qu'arrive-t-il en cas d'indiscipline, ou de conduite posant problème ou manquant à la camaraderie ?**

*Au sein des Brigades Internationales de Libération il y a une gestion militaire, selon le modèle du règlement des YPJ/YPG. De même, au sein des Brigades Internationales de Libération les places à responsabilité sont attribuées collectivement à partir des organisations politiques qui les composent. Tout comme dans les formations des YPJ/YPG, les femmes et les hommes se battent ensemble, on prévoit nécessairement le commandement par des hommes et par des femmes. Les décisions sont prises par les commandements des groupes et des troupes (composés de deux individus) et leur assemblée hebdomadaire, par les assemblées journalières des groupes et par l'assemblée générale qui se déroule toutes les deux semaines. Le caractère collectif des décisions dépend des conditions propres à la guerre. En cas d'indiscipline ou de conduite posant problème ou manquant à la camaraderie, la question se pose et se résout lors de l'assemblée générale.*

**Quel type d'économie fonctionne à Rojava ?**

*Il est difficile de répondre à cette question dans la mesure où il n'y a pas d'organisation centrale ni de coordination centrale en ce qui concerne l'économie. D'ailleurs, en temps de guerre l'économie et la production à grande échelle soit fonctionne au ralenti, soit est soumise à l'effort de guerre. Afin d'être plus précis, il y a un mélange de modèles et d'organisations de l'économie et de la production, lequel peut inclure de la petite entreprise qui fonctionne sous le régime de la particularité individuelle ou des coopératives, à l'expropriation par les départements économiques des YPJ/YPG et de leur administration collective. On trouve aussi des collectifs communautaires qui essaient de s'accaparer des sources de production de richesses et des structures du précédent État syrien, aussi bien que des structures politiques et communautaires qui entreprennent la mise en place de nouveaux modèles.*

**Qu'en est-il de la propriété foncière ? Est-ce qu'il y a des collectivisations ou bien des petites propriétés (partagées équitablement) ? Est-ce qu'il y a de grandes propriétés foncières ?**

*Au Rojava, il y a d'immenses terres cultivables, qui appartenait, du temps de l'État syrien au régime d'Assad ou à de grands propriétaires. Lors de la révolution ces terrains ont été expropriés et depuis, des expérimentations y sont menées, comme des exploitations collectives ou des créations de terres communes.*



# Graves attaques contre **les droits des femmes** au Brésil

En période de reflux des mobilisations sociales et du contrecoup des grandes mobilisations de 2013 et 2014, au moment de la Coupe du Monde de football, le Brésil connaît un sursaut féministe et une mobilisation d'ampleur contre la criminalisation des femmes qui entendent choisir si elles deviendront mères ou non. On parle là bas d'un « printemps des femmes »...



Cette mobilisation est née de l'opposition à un projet de loi présenté par le député évangéliste Eduardo Cunha. Celui visait à **obliger les femmes violées à prouver la violence sexuelle pour pouvoir avorter légalement**, notamment par des examens médicaux poussés après le viol. A noter que l'avortement pour viol est le seul cas possible au Brésil. Ce projet, devenu loi, signifie la pénalisation de l'avortement sous toutes ses formes.

Comme si cela ne suffisait pas, la loi augmente les peines concernant le fait d'aider ou encourager une femme à avorter ; aussi, elle **restreint la définition de violence sexuelle aux cas où il y a eu dommages physiques et psychologiques constatés**.



D'un autre côté Cunha entend aussi **interdire la pilule du lendemain**. Autant dire que les brésiliennes verront leur sexualité criminalisée et seront condamnées aux mutilations et à la mort si elles veulent avorter. Sauf pour les femmes riches qui pourront toujours aller avorter en Europe.

Des milliers de femmes sont descendues dans la rue des grandes villes des pays pour réclamer la légalisation de l'avortement et le départ de Cunha, président de la Chambre des députés, déjà enlisé dans des scandales de corruption. Le 12 novembre, une manifestation féministe avait lieu dans le centre-ville de Rio de Janeiro.



Le texte ci-dessus est issu du blog [www.caminandolasluchas.noblogs.org](http://www.caminandolasluchas.noblogs.org), alimenté par deux camarades qui passent plusieurs mois en Amérique du sud ; d'ores et déjà, on y trouve des articles sur la lutte du peuple noir et les manifestations du 20 novembre à Porto Alegre et dans d'autres villes brésiliennes, l'auto-organisation dans la favella et le quartier Vila Isabel de Rio de Janeiro.

# ROMPONS les RANGS!

**Déclaration de soldats du contingent de 38 unités de l'armée grecque : « Nous ne participerons pas à la guerre contre les migrants, nous ne réprimerons pas les luttes sociales »**

.... Chairs déchirées par les barbelés, enfants noyés sur les plages, personnes affamées dans les rues et les squares, foules de gens qui mendient pour leurs papiers... Avant qu'elles ne fassent les gros titres de la presse écrite et des journaux TV, beaucoup d'entre nous ont vu et vécu ces scènes honteuses sur la rivièrre Evros et dans les îles, où nous ont été envoyés pour faire notre service militaire obligatoire de l'absurde à la fois comme esclaves travailleurs et chair à canon. Ces scènes nous ont choqués et monopolisent nos discussions. Mais nous ne voulons pas qu'elles deviennent la routine. De même que nous ne nous sommes pas habitués et d'avons pas accepté les mémorandums de la Troïka, ainsi que toutes les politiques antipopulaires, les interventions impérialistes et leurs sales guerres, nous n'accepterons pas et ne nous habituerons pas à la situation terrible des réfugiés. C'est également la situation terrible de notre peuple, de notre propre monde, le monde du travail indépendamment de la nationalité, de la religion, du genre !

La soi-disant « montée des flux migratoires » est, en réalité, un exil, une fuite de la guerre et un déplacement contraint. Ce n'est pas un phénomène naturel. Les responsables existent. C'est leur crise capitaliste. Pour la surmonter, ils abolissent nos droits, nous conduisent à la faim, à l'indigence, au chômage, faisant de la migration une nécessité. Les responsables sont les Etats-Unis, l'OTAN, l'UE, la Chine et la Russie. Ils imposent leurs intérêts économiques en utilisant la terreur et la mort, en maintenant et en ressuscitant de nouveaux alliés et ennemis, qui alimentent l'intégrisme religieux. Ce sont aussi les puissances impérialistes régionales (Turquie, Israël, Grèce, gouvernements arabes) qui exacerbent les antagonismes dans la région. Ce sont ceux qui parlent de la déliquescence des Etats et de peuples inférieurs, ceux qui traitent les gens comme des déchets et mènent des opérations de ratisage, transforment des régions entières en décharges humaines et en entrepôts pour l'exploitation la plus brutale !



Il n'y a qu'un seul ennemi de la bourgeoisie et de ses gouvernements [...] les flux migratoires sont canalisés vers les camps de concentration des temps modernes, les « hot spots » (« points chauds »)<sup>1</sup> pour sélectionner les travailleurs qui seront exploités ! Bien sûr, quand ils ne seront plus nécessaires ou quand ils relèveront la tête, ils pourront se débarrasser d'eux sous bonne escorte...

L'Etat grec et l'armée font partie du problème et non de sa solution. Le gouvernement SYRIZA ANEL poursuit sa Guerre contre le Terrorisme, participe aux projets impérialistes, combat les « menaces asymétriques » (immigrés, mouvements sociaux...), en jouant sur la fausse distinction entre les « bons » réfugiés de guerre et les « mauvais » migrants économiques. Les Forces armées nous appellent- nous, les soldats enrôlés aux côtés des mercenaires professionnels et des gradés - à faire la guerre contre l' « ennemi intérieur », comme lors des récentes manœuvres Parmenionas 2015<sup>2</sup> ! Dans ce cycle de mort exploitation-oppression, les « ennemis » Grèce et Turquie

<sup>1</sup> Le premier de ces centres d'enregistrement de réfugiés "hot spot" a été installé sur l'île de Lesbos. Les réfugiés font la queue, pendant des jours, pour que leurs empreintes digitales soient enregistrées comme des criminels avant d'obtenir une audience préliminaire d'asile qui détermine s'ils peuvent être enregistrés pour l'entrée dans l'UE.

<sup>2</sup> Les manœuvres d'entraînement de l'Armée Parménion ont lieu chaque année, mais cette fois elles ont eu lieu le long de la barrière que l'UE paie à la Grèce pour maintenir et défendre la frontière avec la Turquie le long de la rivièrre Evros (voir le début du document de soldats). Tsipras, les a conclues habillé en veste d'aviateur où il a déclaré que « les frontières de la Grèce étaient en sécurité ». Plusieurs réfugiés ont été abattus là-bas par la police des frontières.

patrouillent conjointement dans la mer Egée, et savent coopérer en harmonie ! En outre, le la ligne de front de l'UE commence à partir de Gibraltar et se termine dans la mer Égée, avec Frontex<sup>1</sup> dans un rôle décisif. Un sous-marin grec va participer à la flotte européenne qui opère dans les eaux territoriales libyennes. À la 16ème Division sur l'Evros, nous sommes en état d'alerte contre les migrants en provenance d'Adrianopolis [Edirne en turc].

**On nous a ordonné de faire des exercices de répression des foules**, comme lorsque dans l'île de Kos, après les événements dramatiques de Kalymnos le gouverneur a déclaré la loi martiale et demandé l'aide de l'armée contre les migrants affamés-assoiffés emprisonnés. Nous montons la garde et surveillons cette clôture meurtrière qui est la vraie raison de toutes les noyades dans la mer Egée.

**Nous ne combattons pas, nous ne réprimerons pas, nous ne traquerons pas les migrants !**

**Nous, soldats en lutte, sommes contre tout cela.** Contre leurs crimes passés et présents.



Nous appelons à un mouvement de masse, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée :

- ♦ Pour bloquer par tous les moyens Frontex, l'OTAN, l'armée européenne, tant que les actions des Forces armées dans ce massacre continueront. Nous ne participerons pas à des patrouilles d'arrestation.
- ♦ Pour aider à démolir les clôtures et non en créer de nouvelles. Qu'aucun soldat ne monte sur des navires pour des missions internationales.

**Les navires, sous-marins et les avions doivent retourner à leurs bases.** Aucune participation à leur ravitaillement. Nous refusons de convertir l'armée grecque en un appareil répressif que ce soit contre les migrants ou les mouvements sociaux. Nous n'accepterons pas le replâtrage des structures sociales avec du « travail bénévole ». Pour nous, la « menace asymétrique », c'est la guerre qu'ont lancé contre nous les gouvernements et les intérêts qu'ils soutiennent.

**Nous demandons à nos collègues à montrer non seulement de la pitié et de la compassion, mais de prendre en considération nos intérêts de classe communs.** Ce sont les mêmes institutions bourgeoises, les mêmes politiques bourgeoises, les mêmes gouvernements bourgeois qui détruisent jusqu'à nos rêves. Ce que vivent aujourd'hui les réfugiés, les persécutions constantes de la part des mécanismes totalitaires de toute sorte, leur lutte pour la dignité et la survie, leur tragique présent, est pour beaucoup d'entre nous le cauchemar d'un présent et d'un futur que nous ne devons pas avoir à vivre : c'est l'État du totalitarisme parlementaire en collaboration avec les nazis de l'Aube dorée.

**Nous avons conscience que les prochaines révoltes verront ceux d'en bas s'unir ensemble ou entrer en conflit les uns contre les autres.** Aujourd'hui, il n'existe pas de meilleure forme de solidarité concrète et de plus grand service rendu à nous-mêmes que d'attaquer le problème à sa racine. Nous faisons partie d'un mouvement ouvrier moderne et anti-guerre qui ne peut exister que dans une perspective de classe, anticapitaliste et internationaliste. Résistance, rupture et rejet total du gouvernement, de ses mécanismes impérialistes, et du monde bourgeois de l'oppression !

**Réseau des soldats libres « Spartacus ». Signé par des conscrits de 50 unités.**

<http://diktiospartakos.blogspot.it/2015/10/38.html>

<sup>1</sup> Frontex est l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (en abrégé « Frontières Extérieures »).

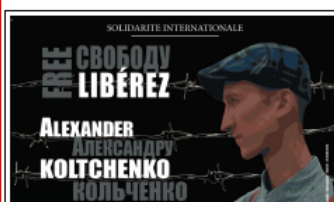
# Liberté pour Koltchenko, Sentsov, Afanassiev et tous les prisonnier-es politiques de l'Etat russe

L'Etat russe a condamné Alexandr Koltchenko à 10 ans d'emprisonnement, Guennadi Afanassiev à 7ans, et Oleg Sentsov à 20 ans de la même peine. L'accusation de « terrorisme » qui a servi à couvrir ces ignobles décisions d'un tribunal qui exécute les ordres du pouvoir politique russe n'a aucun fondement.

Le collectif unitaire pour la libération d'Alexandr Koltchenko, dont Alternative Libertaire est membre, poursuit ses activités. **Le numéro 1 d'un bulletin d'informations est paru** ; au sommaire :

- ▶ Liberté pour Alexandr Koltchenko, Oleg Sentsov et G. Afanassiev, activistes de Crimée, kidnappés et emprisonnés par l'Etat russe !
- ▶ Déclaration d'Alexandr Koltchenko lors du procès d'août 2015
- ▶ Tribune proposée à la presse « *Liberté pour Koltchenko, Sentsov, Afanassiev !* »
- ▶ Agissons pour leur libération, soutenons-les !
- ▶ Souhaitons un bon anniversaire à Alexandr !

Un site est créé : [www.collectifkoltchenko.blogspot.fr/](http://www.collectifkoltchenko.blogspot.fr/)



**Bulletin du Collectif Koltchenko**  
[www.collectifkoltchenko.blogspot.fr](http://www.collectifkoltchenko.blogspot.fr)

**Liberté pour Alexandr Koltchenko, Oleg Sentsov et G. Afanassiev, activistes de Crimée, kidnappés et emprisonnés par l'Etat russe !**

N°1 - Novembre 2015

L'Etat russe a condamné Alexandr Koltchenko à 10 ans d'emprisonnement, Guennadi Afanassiev à 7ans, et Oleg Sentsov à 20 ans de la même peine. L'accusation de « terrorisme » qui a servi à couvrir ces ignobles décisions d'un tribunal qui exécute les ordres du pouvoir politique russe n'a aucun fondement.

Depuis plusieurs mois, nos organisations ont lancé une campagne pour informer de la situation faite notamment à A. Koltchenko, connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes. Nous soutenons bien entendu aussi le cinéaste O. Sentsov, G. Afanassiev, ainsi que et toutes celles et tous ceux qui sont victimes de la répression du régime de Poutine.

Alexandr Koltchenko, Oleg Sentsov et Guennadi Afanassiev sont condamnés à des années de camps de travail parce qu'ils luttent contre l'oppression exercée par l'Etat russe ; tant sur le territoire russe qu'en Crimée, celle-ci est inadmissible et nous saluons celles et ceux qui résistent.

- A. Koltchenko est étudiant et militant syndical ; il travaillait aussi comme postier, en parallèle de ses études. Il défend activement, par sa pratique, le droit de s'organiser librement, le droit de créer et faire vivre des organisations associatives, syndicales, écologistes ou politiques.
- Il fait partie des hommes et des femmes qui luttent contre l'extrême droite, qu'elle soit ukrainienne, russe ou autre.
- Parce qu'il lutte contre la corruption et pour l'égalité des droits entre tous et toutes, A. Koltchenko, est la cible des clans oligarchiques, en Russie, en Ukraine.
- A. Koltchenko milite pour le droit de chaque peuple à décider de son avenir.

A travers A. Koltchenko, ce sont les libertés démocratiques de tous et toutes que nous défendons. Notre démarche, comme celle d'A. Koltchenko, s'oppose donc à celles et ceux qui veulent restreindre nos libertés. Nous exigeons la libération d'A. Koltchenko, de G. Afanassiev et du cinéaste ukrainien O. Sentsov.

Pour la libération immédiate d'Alexandr Koltchenko, de G. Afanassiev, d'Oleg Sentsov et pour les libertés démocratiques dans tous les pays, nous appelons à amplifier la solidarité internationale afin de dénoncer leur enlèvement et leur détention par les autorités russes, exiger leur libération immédiate, et pour que le gouvernement ukrainien revendique explicitement leur libération.

Nos organisations se réunissent régulièrement pour décider des actions à mener en France, pour obtenir la libération des prisonnier-es politiques de l'Etat russe ; nous sommes en lien avec des mouvements de nombreux autres pays : c'est une campagne internationale que nous menons, pour la liberté de nos camarades et contre le terrorisme d'Etat du pouvoir politique russe.

Organisations signataires : Ligue des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme, Groupe de résistance aux répressions en Russie, Ukraine Action, Russie-Libertés, CEDEFIM - Initiatives Pour un Autre Monde - Assemblée Européenne des Citoyens, Action antifasciste Paris-Banlieue, Collectif Antifasciste Paris Banlieue, Mémorial 98, Union syndicale Solidaires, CNT-f, CNT-SO, Emancipation, FSU, FSU 03, CGT Correcteurs, SUD éducation, SUD-PTT, Alternative Libertaire, Ensemble ! (membre du Front de gauche), L'Insurgé, NPA, Fédération Anarchiste, Critique sociale.

Bulletin du Collectif Koltchenko [www.collectifkoltchenko.blogspot.fr](http://www.collectifkoltchenko.blogspot.fr)

## 1<sup>er</sup> congrès de l'Acción Libertaria Estudiantil, en Colombie

En 2014, [Acción Libertaria Estudiantil](http://www.accionlibertariaestudiantil.org) (ALE) était créée à Bogota. L'organisation s'est progressivement construite à travers des contacts dans d'autres régions ; elle a tenu son premier congrès du 11 au 13 décembre. Les camarades y voient l'opportunité de « *renforcer leurs accords organisationnels, politiques et programmatiques, dans une perspective de classe, féministe et libertaire* ».



**Quando la mujer se alza, el pueblo avanza**

**¡ Construir una educación no sexista!**

Acción Libertaria Estudiantil [accionlibertariaestudiantil.wordpress.com](http://accionlibertariaestudiantil.wordpress.com)

[CONTRE LEURS GUERRES, NOS SOLIDARITES](#)

**Contre leurs guerres  
Nos solidarités**

[AGAINST THEIR WARS, OUR SOLIDARITIES](#)

[ضربت موجة من الهجمات الإرهابية ليلة أمس باريس و سان دوني \(نواحي باريس\)](#)

[ONLARIN SAVAŞINA KARŞI, BİZİM DAYANIŞMAMIZ](#)

[CONTRA SUS GUERRAS, NUESTRAS SOLIDARIDADES !](#)

[CONTRA AS GUERRAS DELES, NOSSAS SOLIDARIEDADES !](#)

[CONTRO LE LORO GUERRE, LA NOSTRA SOLIDARIETÀ](#)

[ΕΝΑΝΤΙΑ ΣΤΟΥΣ ΠΟΛΕΜΟΥΣ ΤΟΥΣ, Η ΑΛΛΗΛΕΓΓΥΗ ΜΑΣ !](#)

[GEGEN IHREN KRIEGEN, UNSERE SOLIDARITÄTEN](#)

# Les 20 ans de la **Federación Anarquista Gaucha** (Porto Alegre – Brésil)

*Alternative  
Libertaire*

Alternative libertaire  
BP 295  
750921 Paris Cedex 19  
international@alternative libertaire.org

Aux compagnes et compagnons  
de la Federación Anarquista Gaucha

Nous vous adressons un cordial salut de la part d'Alternative Libertaire (France), à l'occasion de la célébration des 20 ans de la Federación Anarquista Gaucha.

Depuis l'autre rive de l'Océan Atlantique, nous sommes toujours attentifs au travail que vous réalisez aux côtés travailleurs, des travailleuses et des classes opprimées au Rio Grande do Sul. Durant ces 20 années, vous avez réussi à développer plusieurs fronts de lutte, dans les secteurs paysans, étudiants ou syndicaux. Ce travail au sein des mouvements sociaux et articulé autour de différents champs d'intervention, permet d'enrichir les pratiques anarchistes et les débats au sein de notre courant politique. Il nous permet de faire avancer nos réflexions théoriques et idéologiques.

Le rôle de la Federación Anarquista Gaucha dans le renforcement du « spécifisme » au Brésil et en Amérique du sud a été, et est, très important, en lien avec les organisations soeurs présentes ici, que nous saluons également.

La création de la Coordinación Anarquista Brasileña montre également l'importance du « spécifisme » et sa réalité dans la région. Nous pensons que pratiques et réflexions théoriques sont essentielles pour l'ensemble de nos organisations, et plus largement de tous les mouvements sociaux dans le monde.

En cette époque de confusion et face aux attaques du capitalisme envers les peuples, face à la répression étatique et à la montée en puissance des forces réactionnaires, qu'elles soient politiques ou religieuses, nous considérons qu'il est fondamental de développer les solidarités et nos relations au plan international. Cet anniversaire est une bonne occasion d'échanger sur nos expériences internationales et de renforcer nos liens. Nous saluons l'initiative de la FAG de nous avoir réunis ici. Nous espérons que cet événement sera productif et heureux, pour entretenir nos liens et à inventer nos rêves.

Vive la FAG  
Vive la révol



Alternative Libertaire est présente aux manifestations organisées à l'occasion des 20 ans de la F Federación Anarquista Gaucha, à Porto Alegre. Ce fut l'occasion de transmettre le message que nous reproduisons ici. Par ailleurs, une rencontre internationale a été organisée ; elle a permis de réunir des délégations de la [FAG](#) (Rio Grande do Sul - Brésil), la [FARJ](#) (Rio de Janeiro - Brésil), l'[OASL](#) (Sao Paulo - Brésil), la [CALC](#) (Curitiba - Brésil), [Bandeira Negra](#) (Santa Catarina - Brésil), toutes membres de la [Coordenação Anarquista Brasileira \(CAB\)](#), la FARPA (Nordeste - Brésil), la FACA (Cabana - Brésil), la [FAU](#) (Uruguay), [AL](#) (France), l'[OSL](#) (Suisse), [AL-FDCA](#) (Italie), [Via Libre](#) (Colombie), Congreso<sup>1</sup> (Chili), la [FAR](#) (Rosario - Argentine).

Cette réunion a permis de fructueux échanges sur les pratiques, sur les luttes actuelles et l'adoption de positions et orientations communes. Les différents textes adoptés seront diffusés, notamment via [le site Anarkismo](#). Sur le plan sud-américain, ce fut l'occasion de faire un bilan du développement du courant «spécifiste<sup>2</sup>» et de voir comment accompagner les organisations en formation.

<sup>1</sup> En cours de constitution.

<sup>2</sup> Nous reproduisons ici la note produite dans le bulletin n°1, à propos du mouvement libertaire chilien : L'especificismo est un courant anarchiste qui naît avec la Fédération Anarchiste Uruguayenne (FAU) et s'inspire de l'héritage des pensées de Bakounine et Malatesta, enrichies par la pratique et le contexte latino-américain. Ce courant prône l'organisation spécifique en tant qu'anarchistes et l'action dans le mouvement social via « l'insertion sociale ». Pour plus d'infos voir les articles de la FARJ en français sur Anarkismo : [www.anarkismo.net/article/23581](http://www.anarkismo.net/article/23581) - [www.anarkismo.net/article/23583](http://www.anarkismo.net/article/23583) - [www.anarkismo.net/article/23584](http://www.anarkismo.net/article/23584) - [www.anarkismo.net/article/23585](http://www.anarkismo.net/article/23585)

## En Irlande du Nord, WSM lutte pour le droit à l'avortement



[Workers Solidarity Movement](#) indique que le 1<sup>er</sup> décembre, une manifestation a été organisée à Belfast, pour faire suite à une décision rendue la veille, par la Haute Cour de justice, saisie par la Commission nord-irlandaise des droits de l'Homme. La Cour considère (enfin !) que les lois sur l'avortement applicables en Irlande du nord violent les droits des femmes, dans les cas de viol, d'inceste et anomalies fœtales mortelles. **L'Alliance pour le choix, qui appelait à cette manifestation, milite en faveur du droit à l'avortement pour toutes les femmes.** Des prises de position publiques ont fait état de la nécessité de continuer à enfreindre la loi, fournir des pilules abortives, aider toutes celles qui ont besoin d'avorter.

## En Suède, la police obtient l'emprisonnement de 13 antifascistes

Treize antifascistes ont été condamnés à des peines de prison suite aux manifestations à Kungsträdgården contre le « Parti des Suédois » (fasciste), avant les élections de 2014<sup>1</sup>. **12.000 personnes avaient alors manifesté contre l'extrême-droite avant que la police n'interrompe la manifestation à coups de gaz lacrymogènes et de matraques, de très nombreux manifestants se sont alors défendu en repoussant la police.** Il est apparu lors du procès que la Säpo (sûreté de l'état suédoise) était intervenu dans l'enquête pour assister l'accusation. Le fait que la justice suédoise n'ait attaqué en justice qu'une petite partie des nombreux manifestants qui ont résisté face à la police était clairement une volonté d'isoler les accusés en évitant un procès vraiment massif. Huit personnes ont été condamnées à 4 mois de prison, deux personnes à 10 mois de prison et trois autres à 18 mois de prison. Les condamnés devront également payer de lourds frais de justice et d'indemnité : 350.000 Couronnes suédoises (38.000€). On ne sait pas encore combien des condamnés feront appel de la décision du tribunal. Le procureur pourrait également faire appel pour tenter d'obtenir des condamnations encore plus lourdes.

**SOLIDARITETEN**

*Med de dömda antifascisterna!*

**BANKGIRO 627-0086** ♥ **SWISH 123 091 64 45**

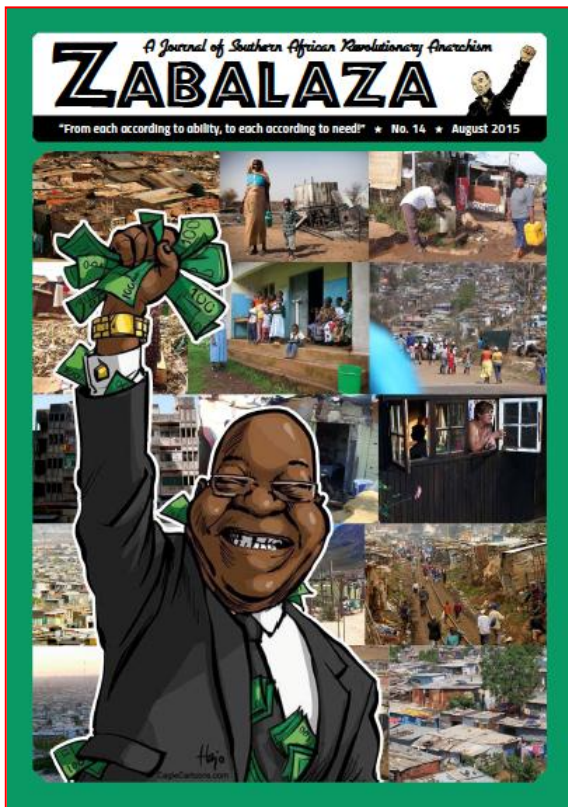
MÄRK BETALNINGEN MED "BÖTER"      ALLA BIDRAG RÄKNAS, STORA & SMÅ!

*Antifascism är självförsvar - Tillsammans avväpnar vi repressionen!*

<sup>1</sup> <http://www.secourrouge.org/Suede-13-antifascistes-condamnes-pour-les-emeutes-de-Kungstradgarden>

# Zabalaza Anarchist Communist Front dénonce la violence politique en Afrique du sud

Alternative Libertaire a signé cet appel lancé par nos camarades de ZACF en Afrique du sud.



Le soir du 9 octobre, un militant de [Zabalaza Anarchist Communist Front](#) a été violemment agressé dans le quartier paupérisé de Khutsong (ouest de Johannesburg). Le lendemain matin, une formation politique que lui et un-e autre camarade animaient dans le quartier a été interrompue par la force par un groupe encore plus grand. Dans la soirée de vendredi 9 octobre, le camarade "Tebogo"\* a dû faire face à huit hommes qui lui ont ordonné, sous peine de représailles sévères, « d'arrêter de faire la promotion de l'anarchisme" et de s'opposer au gouvernement parce que l'ANC doit régner sur le township ». Le samedi matin, les camarades "Tebogo"\* et "Boitumelo"\* ont dû faire face à une quinzaine de voyous pendant qu'ils préparaient la session de formation mensuelle de *Zabalaza*, dans un local du quartier. Ils sont parvenu-es à empêcher le groupe d'entrer mais l'évènement a été annulé. Des pierres ont été jetées et des menaces proférées. Par chance, les deux camarades de *Zabalaza* sont parvenu-es à s'échapper mais ont dû fuir dans un autre *township* où ils se cachent actuellement. Pendant ce temps, les voyous sont repassés devant la maison où habite "Tebogo", pour le chercher [...]

**Nous faisons appel ici à toutes les structures progressives pour nous soutenir dans la condamnation et l'opposition à ces actes flagrants d'intimidation et de terreur contre la classe ouvrière noire. Les évènements de Khutsong ne sont, malheureusement, pas des faits isolés.** En tant que tels, ils doivent être compris comme des actes extrêmement sérieux et potentiellement mortels. Il est fréquent pour les élites des partis politiques implantés dans les *townships* de faire appel à des voyous pour faire leur sale boulot d'intimidation et d'agression de militant-es [...]. Nous sommes conscient-es que personne n'est à l'abri de ce genre de dangers, que des conséquences similaires attendent les militant-es qui osent se lever et s'exprimer contre l'exploitation, l'arbitraire, la corruption, la discrimination et le système marchand qui opprime la classe ouvrière noire et qui profite aux élites.

Nous demandons instamment aux militant-es qui se battent pour une Afrique du Sud meilleure, pour un monde meilleur et un futur plus enviable, de se lever et de tenir tête, de refuser d'être harcelé-es et intimidé-es, réduit-es à l'inaction, par les hommes de main du parti au pouvoir. Car il est clair que nous ne pouvons qu'attendre une augmentation de ce type de terreur tant que la classe ouvrière continue de se lever.

En conséquence, nous demandons aux organisations et aux individus d'ajouter leur signature à cette déclaration, de faire circuler largement l'information, de faire connaître auprès des médias et du public tous les faits de terreur politique dont ils ont connaissance.

<sup>1</sup> African National Congress, parti au pouvoir.